

**Contre-jour**

Questions albanaises

par Nadège Ragaru

depuis la chute de Slobodan Milosevic, le 5 octobre 2000, les Balkans semblaient entrés dans une phase souvent qualifiée, avec

un optimisme mêlé de désintérêt, de « reconstruction ». Enfin, cette péninsule troublée allait cesser d'interpeller un Occident ayant depuis longtemps renoncé à comprendre ses pulsions destructrices. La « révolution démocratique » serbe sonnait le glas du nationalisme, que le dictateur avait fini par incarner. Court répit. Au mois de février 2001, l'ouverture d'un front de guérilla albanaise en République de Macédoine ranimait, après quelques journées d'incrédulité médiatique, le spectre de « dérives ethniques ». Dans le sillage de l'Armée de libération nationale (UCK, *Ushtria çlirimtare kombëtare*)¹, a resurgi un vocabulaire qu'on pensait disparu avec l'apaisement des Balkans. Il était assurément tentant de trouver, au nationalisme serbe, un pendant albanais érigé en nouvelle menace à la stabilité régionale, et de réutiliser les grilles de lecture naguère appliquées aux Serbes pour dépeindre une « question albanaise » dont on se souvenait opportunément qu'elle avait été laissée irrésolue par les partages territoriaux du début du siècle et, plus récemment, par les accords de Dayton (novembre 1995).

Le nouveau formatage médiatique du conflit entre communautés albanaise et slave en Macédoine naît de la rencontre entre une représentation imaginaire des Balkans peu renouvelée – propension à la guerre et aux hystéries nationalistes – et des traits spécifiquement imputés à un peuple albanais surtout réputé pour son rôle dans la criminalité organisée et l'instrumentalisation guerrière de solidarités claniques. Ces schématisations feraient sourire si elles ne pesaient pas directement sur la compréhension, par les acteurs internationaux les plus décisifs, des régions à forte population albanaise, au Monténégro, en Albanie, au Kosovo, au sud de la Serbie et en Macédoine.

L'expression « question albanaise » évoque les dernières phases du démantèlement de l'Empire ottoman en Europe. Après la première guerre balkanique (1912), qui a vu la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro se coaliser pour libérer les territoires de la péninsule encore sous la tutelle de la Porte, les grandes puissances européennes réunies à Londres en mai 1913 pour arbitrer les partages territoriaux en cours décident la création d'un État albanais indépendant. Elles retiennent

toutefois une définition très étroite de l'Albanie (29 000 km²), laissant environ la moitié de la population albanophone hors de ses frontières, principalement en Serbie, au Monténégro et en Grèce. L'irrédentisme alimenté par ce décalage sera instrumentalisé, pendant la Seconde Guerre mondiale, par les puissances de l'Axe qui patronnent alors la création d'une éphémère « Grande Albanie » (1941-1945), englobant l'essentiel du Kosovo et de la Macédoine occidentale. Les règlements de l'après-guerre et le contexte de guerre froide font ensuite diverger les destinées des habitants de l'Albanie, soumis pendant plusieurs décennies à la dictature d'Enver Hoxha, et celles des Albanais du Kosovo et de Macédoine, respectivement province de Serbie et République dans la Yougoslavie de Tito. Mais c'est l'émergence, sur les ruines de la Yougoslavie démembrée après 1991, d'États se référant à une idéologie nationale (et ce qu'elle implique : la remise en question du principe de l'intangibilité des frontières) qui confère une actualité nouvelle au problème du sort des populations albanaises divisées. Dans l'usage courant qui en est fait par la plupart des médias, la réouverture de la « question albanaise » sous-tend ainsi une double interrogation : sur les risques de déstabilisation liés à d'éventuelles aspirations à une « Grande Albanie », tout d'abord ; et sur le rôle moteur attribué, dans les crises du Kosovo, du sud de la Serbie et de la Macédoine, au nationalisme albanais.

Répétitions et fatalités historiques

L'imaginaire de la « poudrière des Balkans » est étonnamment tenace. Quand le déchiffrement de tout cheminement historique accorde, ailleurs, une attention méticuleuse aux interactions entre rupture et continuité, l'interprétation des événements balkaniques surprend souvent par son déterminisme : en bref, puisque la guerre a été, elle sera, alimentée par la permanence de haines et de revendications mutuellement exclusives. Certes, les acteurs locaux n'y sont pas pour rien, eux qui ne cessent d'émailler leur discours de références à un passé multiséculaire où se serait forgée la conscience historique de leurs peuples. Mais rien n'oblige à les suivre et à oublier que, comme toute autre région, celle-ci a connu des mutations économiques, sociales et politiques profondes au cours des dernières décennies et que ce que l'on observe depuis la chute du communisme, plus qu'une répétition de troubles anciens, reflète des recompositions fondamentales qui sont pour partie le produit des dites transformations.

Les différentes régions de peuplement albanais ont vécu de façons diverses la période communiste et les effets du démantèlement de la Yougoslavie. Deux dynamiques sont ici essentielles : la détérioration progressive des relations entre Serbes et Albanais au Kosovo à partir des années quatre-vingt, et les effets de l'indépendance de la Macédoine sur les rapports intercommunautaires dans ce nouvel État.

L'ouverture d'une université en langue albanaise à Pristina, au Kosovo, en 1970, a permis la formation d'une élite albanophone au sein d'une population au dynamisme démographique très fort, dont les aspirations sociales et politiques n'ont guère trouvé à se satisfaire dans le cadre de « province autonome » qui lui a été octroyé en 1974. Le décalage entre les attentes des franges éduquées de la population – confortées dans leur sentiment d'appartenance spécifique – et les conditions du développement économique au Kosovo va favoriser la radicalisation de certains secteurs. Cette évolution se heurte, par ailleurs, à l'instrumentalisation de référents nationalistes par une *nomenklatura* communiste serbe désireuse de prévenir l'effritement de son pouvoir à la veille des changements de 1989. On est bien loin ici de l'éternité des haines ancestrales.

Mais Pristina était aussi devenu, pendant la période communiste, une destination privilégiée pour une partie des Albanais de Macédoine. C'est dans cette université qu'ils faisaient leurs études et que certains trouvaient à enseigner. La suppression du statut d'autonomie du Kosovo, en mars 1989, et la répression croissante infligée par les autorités serbes les contraignent à un retour en Macédoine, laquelle déclare son indépendance en septembre 1991. Il s'ensuit, pour les représentants de cette micro-élite albanaise, une double fermeture. D'une part, l'accès à l'enseignement supérieur est singulièrement rétréci : plus question d'aller à Pristina et, à Skopje même, les quotas d'entrée réservés aux minorités et l'enseignement en macédonien ont un effet dissuasif. D'autre part, les débouchés professionnels se retrouvent également réduits. Le contexte de consolidation nationale du jeune État macédonien ne facilite guère l'ouverture en direction d'une minorité albanaise dont la vigueur démographique inquiète et qui est soupçonnée de visées séparatistes. Pour quelques membres de l'élite albanaise, l'introduction du multipartisme et la création de partis albanais offrent une opportunité d'investissement en politique et d'ascension sociale. D'autres, en revanche, ressentent une frustration qui ira croissant au fil des années, en dépit de l'entrée de dirigeants albanais au Parlement et au gouvernement. Car, au niveau régional et local, le rôle des Albanais dans la prise de décision reste circonscrit par un fonctionnement très centralisé. Qui plus est, la nouvelle génération, dont une partie fréquente l'université de Tetovo fondée en 1994 mais non légalisée, peine à obtenir la reconnaissance de ses diplômes. En Macédoine, la création d'un État a ainsi eu pour conséquence d'instaurer une situation de face-à-face entre des communautés qui entretiennent l'une envers l'autre des stéréotypes pesants et n'ont plus la possibilité de médiatiser leurs rapports et de diffuser d'éventuelles tensions comme elles le faisaient dans l'espace géographique plus vaste et plus diversifié de la Yougoslavie.

Ces dynamiques conflictuelles alimentées, au Kosovo comme en Macédoine, par un décalage grandissant entre conscience de soi et trajectoires professionnelles à la faveur de la scolarisation, de l'urbanisation et de la modernisation économique

ne constituent, bien sûr, que l'un des paramètres de conflits par ailleurs sensiblement différents. Mais elles ont le mérite d'inviter à troquer une analyse fondée sur les irrationalités de peuples figés dans un temps immobile au profit d'une réflexion en termes de dynamiques sociales. Il est salubre de procéder à une opération analogue à propos de l'interprétation de la crise de Macédoine comme produit d'une « contagion » kosovare.

Spectre de la contagion et prophéties auto-réalisatrices

Après la sécession de la Slovanie et la guerre de Croatie, ce fut au tour de la Bosnie, puis du Kosovo de s'enflammer. Et voilà que la Macédoine entre dans un cycle de violence. La métaphore de la contagion, évidemment alimentée par l'imaginaire de la « poudrière », est aisée. Elle est pourtant partiellement trompeuse et certainement dangereuse.

En premier lieu, c'est son caractère d'automaticité qui pose problème : il y aurait là un effet viral qu'on ne saurait prévenir. Or ce n'est pas parce que les guerres sont inéluctables qu'elles ont lieu, mais parce que les tensions, pourtant repérées précocement par certains observateurs, ne débouchent pas sur des mesures cohérentes. Les longs discours inquiets sur la Macédoine véhiculés pendant une décennie n'ont ainsi eu d'autre traduction concrète que le déploiement de quelques centaines de casques bleus à la frontière avec le Kosovo dans le cadre de l'UNDEPREP (United Nations Preventive Deployment Force) en 1993 – d'ailleurs retirés fort inopportunistement en 1999, après que la Chine eut opposé son veto au prolongement de leur mandat par le Conseil de sécurité de l'ONU –, quand il eût été nécessaire de mettre en œuvre, dès les premières années, des mesures politiques et économiques favorisant une consolidation du nouvel État. Pareillement, au moment où fut inauguré à Sarajevo, les 29-30 juillet 1999, le Pacte de stabilité – dispositif de l'Union européenne pour la reconstruction des Balkans –, on avait bien identifié l'impact déstabilisateur des dislocations sociales et de réformes économiques incomplètes sur les équilibres régionaux et locaux. Mais la volonté politique a manqué pour donner à ce pacte un contenu réel.

Surtout, l'idée de « contagion » interdit de prendre en considération les stratégies des acteurs : elle écarte toute logique de choix, avec des éléments de négociation et de conflictualité, au profit d'un déferlement incontrôlé. On pourra certes opposer que, dans les événements récents du Kosovo, du sud de la Serbie et de Macédoine, des acteurs ont été identifiés : groupes mafieux et/ou combattants de l'UCK(M). Mais ces figures du criminel et du guérillero relèvent encore de l'image d'une force anonyme, mystérieuse, assoiffée de guerre et allant, de région en région, empoisonner le tissu fragile des relations locales. Quels sont les rapports entre les divers réseaux criminels existants ou entre les chefs de guérillas dont on

sait – ou devrait savoir – qu’elles sont rarement unifiées sous un leadership unique capable de contrôler, verticalement, les actions de tous les rebelles ? Dans quelle mesure leurs finalités sont-elles partagées et pérennes ? Quelles relations les réseaux entretiennent-ils avec les élites politiques et les sociétés des régions et États concernés ? Autant de questions qu’on ne se pose guère².

Enfin, le thème de la « contagion » balkanique est d’autant plus nocif qu’il pèse sur le comportement des acteurs. Dans son étude de l’effondrement du système soviétique, Stephen Solnick a repris la métaphore de la faillite bancaire : pour qu’une banque s’effondre, il suffit que les épargnants croient que cela va se produire. Chacun s’empresse alors d’aller retirer ses dépôts, précipitant la crise³. C’est un phénomène de ce type qui a accéléré l’écroulement du pouvoir communiste en URSS, et le propos vaut pour les Balkans : en annonçant d’inéluctables propagations des conflits balkaniques vers les terres encore épargnées, en dramatisant les ambitions séparatistes des uns et des autres, on élargit la gamme des possibles et on crée les conditions propices à la réalisation des « fatalités » dont on prétendait vouloir se prémunir en les dénonçant. Parce que ces discours alimentent la peur de l’Autre, qui peut déboucher sur des mobilisations violentes. On a vu, au Kosovo et en Bosnie, à quel point la circulation de rumeurs sur les intentions meurtrières supposées de l’« ennemi » ont préparé le terrain à une acceptation de l’affrontement armé par des populations qui originellement ne souhaitaient pas la guerre, mais en sont venues à la croire inévitable. Il en va de même aujourd’hui en Macédoine. On a dit que le soutien de larges secteurs de la communauté albanaise aux actions de l’UCK(M) en mars-avril dernier trahissait un désir de sécession et de réunification dans le cadre d’un « grand Kosovo ». Il n’est pas évident que telle ait été la motivation première de populations profondément déçues par leur propre élite politique albanaise et voyant dans les leaders de l’UCK(M) des figures non corrompues luttant concrètement pour que les promesses soient enfin tenues. Mais si les désirs séparatistes n’étaient pas au fondement de la détérioration des rapports entre communautés albanaise et macédonienne-slave, en revanche, il est probable qu’au fil des mois et des affrontements, la coexistence sur un même territoire semblera de plus en plus difficile à envisager par les uns et par les autres.

« Mal nationaliste » et rêves de « grande Albanie »

Un même caractère mécanique est généralement imputé à ce moteur éternel de l’action humaine que serait le « nationalisme ». On l’a cru serbe ; on le dit maintenant albanaise. Dans les deux cas, il est vu comme un dans ses formes et absolu dans sa capacité à motiver les choix des hommes. Cette lecture est doublement réductrice : elle consiste à croire qu’il existe un vécu unique et pérenne de « l’albanité » susceptible de commander des solidarités automatiques ; et que tout sentiment

d'identification nationale débouche nécessairement sur un désir de réunification dans le cadre d'une « grande Albanie ».

Or l'identité nationale, dans les communautés albanaises des Balkans, est ressentie et activée différemment en fonction du positionnement le long d'autres échelles d'appartenance : familiales, locales, régionales, linguistico-culturelles, religieuses, etc. Rajwantee Lakshman-Lepain a très justement montré, au sujet de l'Albanie, qu'« il y a différentes façons d'être albanais selon que l'on est musulman, orthodoxe ou catholique »⁴, et que, même chez les musulmans, des différences de courants (sunnite ou confrérique, par exemple) sont susceptibles de rendre problématique l'activation de solidarités collectives. Une même remarque s'applique *a fortiori* aux aires de peuplement albanais séparées par des frontières étatiques. La possibilité d'y identifier des traits perçus comme fondateurs de l'« albanité » – la langue, certaines coutumes, certains symboles partagés – ne signifie nullement que ces communautés sont homogènes et habitées d'un même projet politique.

Il suffit de considérer le regard que les Albanais d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine portent les uns sur les autres, par-delà les professions de foi nationaliste à vocation déclamatoire, pour s'en convaincre. Là où les habitants de Tirana sont susceptibles de stigmatiser ce qui leur semble être le conservatisme religieux de leurs « frères » du Kosovo – qui n'ont pas connu l'intense politique « athéiste » promue par le dictateur Enver Hoxha –, les Kosovars et les Albanais de Macédoine insisteront sur « l'arriération » économique et sociale de leurs voisins d'Albanie, confinés pendant des décennies dans un État autarcique, au moment où eux-mêmes multipliaient les voyages à l'étranger et l'émigration temporaire. De même, il n'est pas rare de voir des Albanais de Macédoine s'indigner de la « dépravation » des mœurs des Albanaises d'Albanie ou de Pristina. De fait, ces représentations mutuelles dépréciatives renvoient à des différences fondamentales dans les évolutions culturelles et sociales vécues au cours d'une période communiste qui a vu les contacts entre l'Albanie et la Yougoslavie de Tito sévèrement réduits après 1948, et ce, en dépit de la reprise des échanges universitaires à la fin des années soixante. Alimentés par la propagande des partis communistes des deux pays, ces stéréotypes ont forgé des imaginaires de l'Autre où se mêlent affinités et défiance.

Contre toute attente, les effets de la chute du communisme et de l'ouverture de l'Albanie ont été, de ce point de vue, plutôt ambivalents. D'un côté, ils ont assurément favorisé la réactivation d'une conscience nationale commune. Mais, de l'autre, les contacts renouvelés ont engendré une prise de conscience des singularités de chaque communauté. Surtout, ils ont rendu fort peu attractive la perspective d'une unification des territoires à population albanaise sous l'égide de l'Albanie – État jugé fragile et chaotique par les Albanais du Kosovo et de Macédoine occidentale, que la faiblesse du niveau de vie en Albanie a également surpris. Si les chances d'adhésion à un projet de « grande Albanie » semblent donc pour le moment réduites,

qu'en est-il des relations entre Albanais du Kosovo et de Macédoine ? N'a-t-on pas affaire à des communautés à forte dominante musulmane, qui ont été en relation suivie à l'époque de la Yougoslavie titiste et sont liées par des relations familiales fortes ? Existe-t-il alors un sentiment national suffisamment partagé pour aspirer à un État commun ?

De fait, avant le déclenchement des opérations de l'UCK(M) et de l'engrenage agression-répression, les affinités culturelles indéniables entre ces deux communautés ne semblaient pas devoir connaître une traduction politique. Les Albanais de Macédoine étaient parfaitement conscients de jouir d'une situation politique, économique et sociale plus enviable que celle de leurs voisins d'Albanie *et* du Kosovo. Ils étaient représentés au Parlement, vivaient dans un État en mesure d'assurer un minimum d'ordre et de sécurité à sa population et bénéficiaient de revenus supérieurs, grâce à leur investissement dans l'économie informelle (et, parfois, criminelle), le commerce privé et le travail migrant. Ce qu'ils souhaitaient donc majoritairement n'était pas tant de quitter l'État de Macédoine que d'obtenir une meilleure intégration dans l'administration, la police, l'armée et l'économie publique. D'autant que, en Macédoine aussi, les identités locales sont fortes et que les sentiments de proximité avec le Kosovo ne sont pas uniformément répartis : s'il est vrai que Tetovo et ses alentours ont historiquement entretenu des rapports étroits avec Prizren ou Pristina, en revanche, dans le sud-ouest de la Macédoine, au-delà de Debar et à Struga, sur les bords du lac Ohrid, c'est plutôt vers l'Albanie voisine que les regards se tournent et avec elle que se sont développés, ces dernières années, des échanges de voisinage.

À la fin du mois d'avril, c'est-à-dire après deux mois de conflit entre UCK(M) et forces de l'ordre macédoniennes, une enquête commandée par le bureau des études du Département d'État américain auprès de 1091 citoyens de nationalité macédonienne (dont 787 Macédoniens slaves et 227 Albanais) relevait encore un certain attachement de la communauté albanaise de Macédoine à la préservation d'un État commun : 71 % des Albanais de Macédoine déclaraient préférer vivre dans une Macédoine ethniquement mixte plutôt que dans un État « grand albanais » (16 % seulement privilégiaient cette dernière option, essentiellement des habitants de la région de Kumanovo, au nord du pays). Si 69 % des Albanais interrogés se déclaraient favorables à l'UCK, 87 % affirmaient également qu'il était important que la Macédoine reste un État uni (contre 99 % des Macédoniens slaves) et 77 % déclaraient penser qu'elle le serait encore dans dix ans (82 % des Macédoniens slaves)⁵. Certes, ces résultats, obtenus dans un contexte très fluctuant, appellent la prudence. Mais ses marges sont suffisamment larges pour donner une idée de la tendance générale à ce stade du conflit.

Ces remarques n'entendent nullement nier la possibilité que certains segments minoritaires de la population albanaise de Macédoine aient depuis longtemps adhéré

à un projet de « grand Kosovo ». Nul ne saurait par ailleurs exclure la possibilité que les recompositions consécutives au présent conflit finissent par susciter des ralliements massifs à l'idée d'un démembrement de l'État de Macédoine. Mais une telle issue serait le résultat tragique d'affrontements intercommunautaires prolongés. Pas leur cause.

La politique d'une « crise ethnique »

On a vu plus haut quel a été l'impact sur les destinées personnelles de l'établissement d'une frontière internationale entre la Serbie et la Macédoine. L'enlisement de cette dernière dans une crise politique et économique prolongée n'est certainement pas étranger non plus au durcissement des rapports intercommunautaires.

En effet, la Macédoine n'est toujours pas parvenue à mener à bien la reconversion des anciennes industries socialistes et le passage à l'économie de marché. Le taux de chômage avoisine les 40 % et frappe surtout une jeunesse menacée de marginalisation. La rumeur veut par ailleurs que les Albanais, souvent reconvertis dans le petit commerce, « s'en tirent » mieux que les Slaves, beaucoup plus dépendants des salaires et emplois de la fonction publique. En même temps, la multiplication des scandales de corruption a terni l'image du gouvernement de Ljubco Georgievski, arrivé au pouvoir en novembre 1998. La victoire controversée de Boris Trajkovski, candidat de la coalition au pouvoir, à l'élection présidentielle de décembre 1999 et les élections municipales d'octobre 2000 n'ont pas échappé aux soupçons de fraude. Tout cela ne pouvait rester sans incidence sur la gestion des rapports intercommunautaires par le pouvoir macédonien et sur les réactions à la création de l'UCK(M) dans la population albanaise.

À y bien regarder, les premiers mois de guérilla donnent à penser que la guerre en Macédoine n'est pas seulement une guerre entre Slaves et Albanais, mais bien un produit de la crise de légitimité qui frappe les élites politiques *albanaises et slaves* sur fond de fragilisation des équilibres économiques. Côté albanais, en effet, la sympathie pour l'UCK(M) traduit plus le désaveu des dirigeants en place qu'un soutien résolu à un quelconque projet irrédentiste. Aux leaders des partis parlementaires, il est reproché de n'avoir rien fait pour améliorer le sort de leurs électeurs. Leur position privilégiée dans les cercles du pouvoir, ils s'en seraient surtout servis pour se partager des prébendes avec les partis slaves. Par contraste, les combattants de l'Armée de libération nationale apparaissent comme des braves prêts à prendre des risques pour faire avancer la cause.

Côté macédonien, la crise de l'intermédiation politique n'est pas moins évidente. Depuis quelques années, les rumeurs de corruption des gouvernants provoquent un éloignement croissant des citoyens vis-à-vis de la politique. Le bruit court à Skopje que les responsables de l'Organisation révolutionnaire intérieure

macédonienne, parti du Premier ministre Ljubco Georgievski, ont « vendu leur âme » aux Albanais pour s'assurer une fortune rapide. Cette double frustration par rapport aux élites politiques du post-communisme ne suffit sans doute pas à expliquer la dérive intercommunautaire. Mais elle la favorise à deux égards. La superposition des motifs ethniques à un état de fragilité politique et économique endémique entretient, tout d'abord, un climat d'incertitude dans la population, propice à la création d'enchaînements vicieux : en l'absence de perspectives d'avenir, Slaves et Albanais apparaissent extraordinairement réceptifs à des discours de stigmatisation de l'Autre. Le doute sur la volonté et la capacité des élites politiques à assurer la protection des communautés encourage, par ailleurs, un repli défensif qui hypothèque l'issue des négociations encouragées par la communauté internationale. Même si les états-majors des partis trouvent un compromis constitutionnel et politique, rien ne dit, étant donné leur déficit de légitimité, que ces décisions prises au sommet et sous la pression internationale suffiront à restaurer la confiance entre majorité slave et minorité albanaise. En bref, on se retrouve devant une situation explosive non pas parce que les deux communautés nourrissent l'une envers l'autre des haines indéfectibles, mais parce que les stéréotypes négatifs mutuels sont activés dans un contexte où le pouvoir politique n'est pas en mesure de proposer un projet de société associant de manière convaincante Slaves et Albanais.

Nadège Ragaru est chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques et rédactrice en chef de la *Revue internationale et stratégique*. E-mail : nragaru@yahoo.fr

1. À ne pas confondre avec l'Armée de libération du Kosovo (UCK, Ushtria çlirimtare e Kosovës) officiellement démantelée fin 1999. Pour éviter toute confusion, on utilisera dans la suite du texte l'acronyme UCK(M) pour désigner le mouvement de guérilla actif en Macédoine.

2. On pourra cependant se reporter aux excellents travaux de l'anthropologue Gilles de Rapper, notamment « Crisis in Kosovo : Reactions in Albania and in Macedonia at the local level », *Ethnobarometer Working Paper Series* n° 3, <http://www.cemes.org/current/ethpub/ethnobar/wp3/wp3-content.htm>, et Olivier Deslondes, Gilles de Rapper et Michel Roux, « Les Albanais hors d'Albanie : émigrés et minorités en Grèce, en Macédoine et en Yougoslavie », <http://geopolitique.multimania.com/roux%2090.htm>

3. Stephen Solnick, *Stealing the State. Control and Collapse in Soviet Institutions*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1998.

4. Rajwantee Lakshman-Lepain, « Albanie : les enjeux de la réislamisation », dans Xavier Bougarel et Nathalie Clayer (dir.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme, 1990-2000*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001, p. 133.

5. Les résultats sont disponibles sur le site de l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) à l'adresse http://www.iwpr.net/index.pl?archive/bcr/bcr_20010524_2_eng.txt. On remarquera par ailleurs que l'une des limites du questionnaire réside dans le fait qu'il n'établissait pas, dans les questions sur la « grande Albanie », de distinction entre une version « minimaliste » (unification avec le Kosovo) et « maximaliste » (régions albanaises de Macédoine, du sud de la Serbie, du Kosovo et d'Albanie, voire du Monténégro).